



HAL
open science

Intégration et développement : exemple de deux groupes berbères

Thomas Lacroix

► **To cite this version:**

Thomas Lacroix. Intégration et développement : exemple de deux groupes berbères. Accueillir, 2009, 252, pp.43-45. halshs-00737628

HAL Id: halshs-00737628

<https://shs.hal.science/halshs-00737628>

Submitted on 2 Oct 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Intégration et développement : exemple de deux groupes berbères

Thomas LACROIX¹

Intégration des migrants et co-développement forment un ensemble indissociable. Cependant, l'interaction entre les deux termes dépend de la définition apportée à l'intégration : tantôt individuelle, sociétale et fonctionnelle. Comparaison entre deux groupes berbères nord-africains : les Kabyles et les Chleuhs.

Depuis la fin des années 1970, la France le maintien des liens entre les immigrés et leur pays d'origine en vue de faciliter les retours des étrangers dans leur pays d'origine. La politique de co-développement semble, à première vue, participer de cette logique au regard des multiples articulations, implicites ou explicites, qui existent entre aide au projet et aide au retour. Prenant le contre-pied de cette vision, quelques collectivités territoriales ont parié sur des pratiques de développement des immigrés afin de mettre en œuvre une politique d'intégration alternative. Par exemple, la ville de Paris a lancé en 2008 un dispositif de cofinancement de projet, le label co-développement Sud, qui, encourage les partenariats entre les migrants et les organisations privés et publics. Cette approche de l'« intégration par le développement » a été adoptée dans d'autres villes françaises et européennes telles que Milan et la Catalogne.

L'intention de cet article est de porter un regard sur cette question à travers une comparaison entre deux groupes berbères Nord-Africains, les Kabyles algériens et les Chleuhs de l'Anti-Atlas marocains. Ces deux groupes ne montrent pas le même degré d'implication dans des pratiques de développement. Tandis que les organisations marocaines sont devenues des actrices importantes en matière développement, les réseaux kabyles, bien que possédant une longue histoire de mobilisations collectives, ne montrent pas la même implication. Les principales ONG de migrants marocaines sont actives depuis une vingtaine d'années. Le FORIM, plateforme associative réunissant les principales organisations de migrants versées dans le développement compte vingt-huit structures marocaines contre seulement quatre algériennes Afin d'expliquer ces différences, j'examinerai l'impact de l'intégration sur l'évolution de ces groupes.

¹ International Migration Institute, Université d'Oxford – Chercheur associé à MIGRINTER

La mutation des organisations villageoises émigrée

L'origine de l'implication des berbères marocains et algériens dans le développement de leur pays d'origine est inscrite dans l'histoire politique et migratoire de ces populations. Jusqu'à la clôture des frontières pour l'immigration de travail, en 1973 et 1974, le principal modèle d'immigration est celui de la chaîne migratoire. Les migrants arrivent en France avec en poche l'adresse d'un parent ou d'un ami issu du même village d'origine. Par ce biais, des communautés villageoises se reconstruisent sur le territoire d'accueil. La vie des immigrés se structure alors autour d'une organisation villageoise. Dans le cas algérien, cette organisation villageoise reproduit le modèle des *Tajmaat* kabyle, c'est-à-dire l'assemblée villageoise traditionnelle. Les émigrants cooptent parmi eux un chef (« Amin »), sur la base de sa respectabilité et sa réputation. Autour de lui, les « Tamen » représentent les principales familles du village. La fonction première des *Tajmaat* expatriées est de maintenir une caisse commune pour couvrir les dépenses du rapatriement du corps en cas de décès d'un camarade. Au-delà de cette fonction, le *Tajmaat* s'assure que les émigrants respectent le *Tiwizi*, c'est-à-dire l'ensemble de normes coutumières régulant la vie du village. Ceci implique ponctuellement la participation à l'entretien de l'équipement collectif tel que le système d'irrigation ou la mosquée. La contribution à ces projets traditionnels constitue une première forme d'investissement collectif. Les organisations villageoises fonctionnent donc comme une courroie de transmission qui permet aux communautés villageoises d'exercer un certain contrôle sur les expatriés.

Avec le regroupement familial, les immigrés se sont graduellement déplacés vers banlieues parisiennes à la recherche de logements plus grands, un processus qui a démantelé la concentration spatiale des groupes. La transformation des relations de pouvoir entre les migrants et les villages, les processus d'individualisation et de la dissolution de l'homogénéité sociale des populations immigrées a mis un terme à la raison d'être initiale des *Tajmaat* expatriés. Cette forme d'organisation a toutefois résisté à la transformation de l'immigration algérienne et de nombreuses *Tajmaat* sont encore actives dans les principales régions d'installation. Elles demeurent un pôle essentiel qui donne corps à un sentiment d'appartenance. Trois nouvelles catégories d'acteurs ont contribué à la transformation des *Tajmaat*. Premièrement, les personnes qualifiées et les militants associatifs et syndicaux ont permis la modernisation de ces organisations, notamment en les dotant de structures légales. Ils ont apporté de nouvelles techniques associatives telles que l'élection des dirigeants et la prise de décision par bulletin secret (au lieu de la prise de décision par cooptation et par vote à main levée). Deuxièmement, cette tendance récente à la modernisation a ouvert aux jeunes la possibilité de s'engager dans ces organisations. Traditionnellement, ils ne peuvent ni siéger ni participer à la prise de décision. Le changement des modes d'élection et de décision permettent aux jeunes de se fonder sur une légitimité basée sur la compétence en opposition à la légitimité traditionnelle des aînés. Une troisième catégorie d'acteurs participant à la transformation des *Tajmaat* est celle des personnes ayant atteint l'âge de la retraite. Leur situation leur donne la possibilité de se consacrer davantage à la vie de la communauté. En outre, une partie des retraités partage leur vie entre le pays d'origine et d'installation. Leur vie frontalière a vivifié la communication entre expatriés et villages.

Les réseaux villageois marocains ont connu une évolution similaire. Les premières organisations apparaissent dès les années 1950. Elles sont cependant beaucoup moins structurées que leur homologues algériennes. Elles ne reproduisent pas la structure formelle

des Tajmaat villageoises et ne maintiennent pas de caisse commune pour le rapatriement. Toutefois, ces réseaux remplissent des fonctions similaires : courroie de transmission des chaînes migratoires, elles permettent de maintenir un sentiment d'appartenance et d'obligation envers le village d'origine. Les projets collectifs associés au Tiwizi sont nombreux dès les années 1960 et 1970. Lors de la sécheresse qui a frappé le Sud marocain dans les années 1970, des puits creusés grâce à l'apport des immigrés ont permis de limiter le manque d'eau. Contrairement à ce qui s'est produit dans le cas kabyle, les projets de développement telles que l'électrification des villages, la construction de centre de santé ou d'écoles sont devenus une pratique relativement courante à partir des années 1990. Le développement est devenu un moyen d'expression d'une identité composite. Il est devenu une plateforme autour de laquelle les immigrés ont pu trouver le moyen de rénover une appartenance communautaire en dépit de la fragmentation à la fois spatiale et sociale de ces groupes.

Trajectoires politiques : la mutation des sociétés civiles algériennes et marocaines

Cette transition depuis des projets à caractère traditionnel vers des projets de développement plus complexes a été possible dans le cas marocain grâce à l'émergence d'un nouvel échelon associatif d'ONG de migrants, jetant un pont entre réseaux villageois porteurs de projet et bailleurs de fonds.

La période des années 1990 est une période cruciale dans l'établissement des réseaux de développement. En France, des dispositifs de co-développement sont expérimentés à partir du début de la décennie. Elle est formalisée en 1997 par le rapport Sami Nair. Les associations marocaines qui se créent sont parmi les bénéficiaires de cette manne. Cette émergence associative est à replacer dans le contexte de la politique d'apaisement du Maroc à l'égard de sa population expatriée. Le processus de démocratisation du régime permet aux autorités de rétablir un dialogue avec les associations des réfugiés de la gauche marocaine. Cette stratégie d'apaisement est articulée avec la rénovation de la politique destinée à impliquer davantage les immigrés dans le développement du pays (les transferts constituent la première source de devise du Maroc). Militants et syndicalistes trouvent donc dans le développement un moyen de recréer un champ d'activité dans le pays d'origine et de convertir leur savoir-faire associatif. De leur implication émerge ce nouvel étage associatif qui va permettre aux porteurs de projet de trouver les ressources de leur implication.

A l'inverse, les années 1990 sont pour l'Algérie une décennie noire. Commencée en 1988 avec la victoire du Front Islamique du salut aux premières élections pluri-parties du pays, la guerre civile pèse lourdement sur le devenir du champ associatif algérien. La compromission du principal parti berbériste avec le gouvernement d'Alger (le Rassemblement Culturel Démocratique) génère un profond malaise au sein de la population kabyle. Cela se traduit en 2001, lors des émeutes qui éclatent en Kabylie contre la politique gouvernementale, par un rejet des structures partisans berbéristes. Cette fragmentation du champ politico-associatif explique l'absence de l'émergence de cet étage intermédiaire. La sensibilité politique du contexte kabyle et des relations entre expatriés et Algérie complique les interventions transnationales, mais dans le domaine du développement. Toutefois, l'organisation d'une réunion à Bobigny par Idméditerranée, une O.N.G. d'immigrés kabyles, a attiré plusieurs dizaines d'organisations villageoises désireuses de mettre en œuvre leurs propres projets de développement. Seulement la poignée d'entre elles étaient parvenues à atteindre l'étape de

l'exécution. Cependant, cette réunion laisse entrevoir une possible évolution de la société civile kabyle basée en France, tandis que le contexte politique algérien semble désormais plus favorable.

Intégration et pratiques de développement : quelles relations ?

Ce travail montre qu'il n'y a pas de réponse simple à la question de savoir si l'intégration peut profiter des pratiques de développement avec le pays d'origine. Tout d'abord, cet aperçu des exemples kabyles et chleuhs montre que l'intégration n'est pas une condition nécessaire pour la réalisation d'initiatives transnationales. La construction de puits, de routes et de bâtiments religieux est rapportée dès les années 1960 et 1970. Toutefois, l'intégration s'est révélée cruciale dans l'apparition de projets « modernes » de développement. L'intégration affecte les relations au pays d'origine et l'importance des ressources mobilisables par les migrants.

Par ailleurs, cette comparaison suggère que les interactions entre les deux termes dépendent de la définition que l'on donne à l'intégration. On distingue ici trois façons de définir l'intégration: individuelle, sociétale et fonctionnelle. L'intégration individuelle est habituellement comprise comme le niveau d'accomplissement des membres d'un groupe étranger dans les domaines économiques, culturels, politiques et éducatifs. Ce travail suggère qu'il n'y a aucune corrélation entre l'implication dans le développement et l'intégration individuelle. Les groupes enquêtés font montre d'une grande diversité de profils socio-économiques. Toutefois, au-delà des dimensions économiques, les pratiques de développement apparaissent comme un outil d'intégration des sphères d'appartenance des individus. Leur engagement agit donc davantage au niveau psychosocial.

L'intégration sociétale se produit quand la présence d'un groupe et de ses membres est sentie comme ne posant pas de problème par le reste de la société. Les acteurs de développement arguent que les pratiques de développement permettent de changer l'image de l'immigration dans le pays d'accueil. Toutefois, cette assertion ne semble étayée par aucun élément tangible.

Enfin, l'intégration fonctionnelle peut être définie comme une interdépendance cohésive entre les diverses composantes d'un ensemble social. Comprise comme telle, il est clair que les activités de développement favorisent l'intégration des groupes immigrés. Les projets favorisent l'articulation des diverses compétences et ressources disponibles chez des groupes immigrés et au-delà. D'une certaine manière, les pratiques en matière de développement des migrants ne reposent pas sur un certain modèle d'intégration mais sur ajustement de profils diversifiés.